



UNION DEPARTEMENTALE DES SYNDICATS DE L'EURE  
**FORCE OUVRIERE**

✉ 17 ter rue de la côte blanche - Bourse du Travail - 27000 EVREUX  
☎ : 02.32.33.04.67 - ✉ : udfo27@wanadoo.fr

## **Suite aux annonces du 1<sup>er</sup> ministre le 15 juillet, l'heure est à la préparation du rapport de force !**

**Face à l'austérité qui tue nos services publics, notre protection sociale collective, nos droits, notre pouvoir d'achat, organisons le rapport de force syndical efficace pour gagner sur nos revendications !**

« *Mieux vaut faire payer les plus pauvres, ils sont plus nombreux !* ». C'est le résumé que nous pouvons faire des annonces faites par le 1<sup>er</sup> ministre hier, qui a annoncé une nouvelle cure d'austérité pour trouver 43,8 milliards d'économies budgétaires.

Une fois de plus, le gouvernement a décidé de s'en prendre aux salariés actifs, chômeurs et retraités de ce pays pour satisfaire sa politique de classe entraînant toujours plus de précarité et d'inégalités.

Le gouvernement BAYROU remet en cause méthodiquement tout ce qui a été construit depuis 80 ans dans le cadre du Conseil National de la Résistance. Ainsi le projet de la suppression des deux jours fériés reprend le principe inacceptable de la journée de travail gratuite mise en place avec la journée dite « *de solidarité* » et dégrade encore plus les conditions de travail.

Au lieu d'aller chercher l'argent là où il est, c'est-à-dire chez les plus riches, chez les actionnaires (210 Milliards d'aides publique, 80 milliards d'exonérations de cotisations sociales), il accentue sa politique d'austérité contre les travailleurs et les travailleuses de ce pays, il tue nos services publics, notre protection sociale collective et nos droits : 3 000 postes menacés dans la Fonction Publique, 5 milliards de réduction des dépenses de santé, déremboursement des médicaments, année blanche des prestations sociales, suppression de l'abattement des 10 % sur les retraites, menaces sur la 5<sup>ème</sup> semaine de congés payés, gel du barème d'impôt en 2026 qui va entraîner des augmentations pour les salariés, etc...

Ce sont aussi de nouvelles attaques contre les droits des allocataires à l'assurance chômage, sur le salaire différé (*le financement par les cotisations sociales de notre sécurité sociale*) et sur nos droits qui ont été ciblés hier.

Nous refusons toute nouvelle « loi Travail » remettant en cause les droits et acquis et les moyens de défense des travailleurs et des travailleuses.

Quant à l'année « *blanche* », elle impacterait avant tout les ménages les plus modestes puisqu'elle gèlerait les prestations sociales en 2026. Cette mesure inégalitaire par excellence touche entre autres les minima sociaux, les aides au logement ou les allocations familiales concentrées sur les bas revenus.

Enfin, le 1<sup>er</sup> ministre a annoncé non seulement le gel du point d'indice dans la fonction publique, mais également aucune augmentation du SMIC et la désindexation des retraites et pensions.

Dans ce cadre, l'Union Départementale FO de l'Eure rappelle qu'elle a adopté à l'unanimité dans sa résolution du congrès de ses syndicats le 5 juin dernier : « *Le congrès considère que cette question de l'augmentation des salaires, du point d'indice, des retraites et pensions et des minima sociaux doit être*

*au centre de nos revendications et se dit prêt à continuer de se mobiliser, y compris par la grève interprofessionnelle.*

*Le congrès rappelle que les retraités ne doivent pas être les cibles des politiques d'austérité menées par les politiques publiques. Il s'oppose et combattra toute nouvelle velléité de désindexation des retraites et pensions.*

*Il exige l'abandon de la mesure envisagée d'abattement des 10% sur les retraites et les pensions. Le congrès refuse et combattra toute mesure envisagée dans le cadre du budget 2026 qui entraînerait un gel des prestations sociales (RSA, retraites, Aide au logement, allocation chômage, ...).*

*Le congrès mandate l'Union Départementale pour continuer à faire du maintien de l'emploi et de l'augmentation du pouvoir d'achat, des salaires, des retraites et des minima sociaux, un enjeu prioritaire. ».*

***Pour stopper ces nouvelles mesures d'austérité qui confirment la politique de classe du gouvernement et sa volonté de s'en prendre encore et toujours aux salariés, aux actifs du secteur public et du privé, aux retraités, aux jeunes et aux sans emploi, il est urgent d'organiser le rapport de force syndical et efficace, par la grève reconductible et le blocage de l'économie.***

***Stop à l'austérité et à la remise en cause de notre modèle social républicain !  
Augmentez les salaires, les retraites et les minima sociaux, pas les actionnaires !  
Pour une répartition plus juste des richesses produites !***

Evreux, le 16 juillet 2025